

**Council of
Global
Unions:**

DÉCLARATION DU CONSEIL GLOBAL UNIONS AU FORUM
MONDIAL SUR LA MIGRATION ET LE DÉVELOPPEMENT
(FMMD) ET A LA JOURNÉE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU
FORUM
BRUXELLES, 9 - 11 JUILLET 2007

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

***UN DIALOGUE SOCIAL ET UN CADRE BASÉ SUR
LES DROITS - AU CŒUR DE LA POLITIQUE SUR
LA MIGRATION***

RÉSUMÉ DES ÉLÉMENTS CLES

1. En tant que représentants des travailleurs dans le monde entier, y compris les travailleurs et travailleuses migrants, et en tant que défenseurs de leurs droits et de leurs intérêts, les syndicats mondiaux doivent faire partie intégrante du dialogue politique qui a pour but de formuler des politiques sur la migration et le développement.
2. Les syndicats sont préoccupés par l'intérêt thématique limité du Forum mondial sur la Migration et le Développement, notamment pour ce qui concerne les divers schémas de migration temporaire adaptés pour combler les pénuries sur le marché du travail dans les pays développés qui accueillent des travailleurs ; les syndicats demandent d'adopter une approche plus complète de la migration basée sur les droits.
3. Le Conseil Global Unions demande aux gouvernements d'endosser leurs responsabilités sociales pour ce qui est des droits humains, et de mettre sur pied des cadres réglementaires qui respectent les droits fondamentaux des migrants sans tenir compte de leur statut, conformément aux instruments des Nations Unies et de l'OIT qui réglementent les droits humains et les droits au travail des travailleurs migrants.
4. Le Conseil Global Unions recommande d'adopter une approche holistique pour examiner les liens entre la migration et le développement, une approche qui prenne en considération, non seulement les impacts de la migration sur le développement, mais également les impacts d'un développement inégal sur les flux migratoires.
5. Le Conseil Global Unions insiste sur le fait que les politiques migratoires ne peuvent pas compromettre la réalisation des

objectifs de développement du millénaire (MDGS). De plus, elles doivent être cohérentes avec les politiques nationales afin de mettre en application l'agenda pour le travail décent.

www.global-unions.org

Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

6. Les cadres politiques doivent reconnaître que le déficit au niveau des emplois décents dans les pays en développement et l'impuissance de l'économie mondiale à créer des emplois aux endroits où les gens vivent sont des incitants critiques dans le syndrome de « migration par nécessité ». Ils doivent donner la priorité aux politiques de soutien pour renforcer les marchés du travail et

créer des emplois décents qui donnent un salaire convenable aux personnes dans leurs communautés d'origine.
7. Le Conseil Global Unions recommande d'accorder la priorité à l'offre de services publics de qualité, particulièrement dans le domaine de l'éducation et de la santé, et de protections sociales, afin d'endiguer l'exode des cerveaux et de réaliser les objectifs de développement du millénaire et les autres objectifs convenus au niveau international.
8. Le Conseil Global Unions recommande l'adoption du modèle tripartite de consultations entre les gouvernements, les employeurs et les syndicats en partenariat avec les associations de travailleurs migrants au niveau de la formulation de politiques et de la recherche des meilleures pratiques. Dans ce cadre, des accords pourraient être atteints pour étendre l'adhésion au syndicat et les protections aux travailleurs migrants et pour utiliser la négociation collective comme un instrument permettant d'assurer l'égalité des droits et de traitement des migrants par rapport aux travailleurs nationaux.
9. Les syndicaux mondiaux recommandent, en guise d'exemple des meilleures pratiques, leur modèle de partenariat entre les syndicats des pays d'origine et des pays de destination des travailleurs migrants. Ce modèle se concentre sur les accords permettant de faciliter l'intégration, l'accès aux services publics pour les travailleurs migrants et leurs familles, la promotion du travail décent, la syndicalisation, l'égalité de traitement et la suppression de toutes les formes de discrimination.
10. Le Conseil Global Unions insiste sur le fait que les cadres législatifs devraient comporter des mesures adéquates pour la protection des droits des femmes migrantes, et que des mécanismes d'application devraient être mis en place afin d'assurer leur respect par les recruteurs et les employeurs.
11. Le Conseil Global Unions appelle vivement les États membres de se tourner vers les Nations Unies pour la poursuite de ce forum consultatif mondial. Les syndicats

Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

mondiaux déclarent que cela devraient être implanté au sein des Nations Unies, où un cadre basé sur les droits fournirait des garanties adéquates sur la protection des droits des travailleurs migrants. Les cadres consultatifs de l'ECOSOC et de l'OIT permettent également aux syndicats d'occuper une place dans le dialogue sur la politique, une place qui est aujourd'hui refusée, dans le contexte du Forum mondial sur la Migration et le Développement, organisé à l'initiative d'États membres individuels. Cette situation doit être rapidement redressée.